



Déclaration liminaire de la FSU Dordogne CTSD du 6 Novembre 2017

Les 6 premiers mois du gouvernement Macron sont marqués par une aggravation rapide des politiques déjà très libérales des deux quinquennats précédents.

Le budget 2018 n'encourage pas à l'optimisme : toujours plus de cadeaux aux plus riches avec, notamment la quasi disparition de l'ISF et des aides aux entreprises sans contrepartie (maintien du CICE alors que des entreprises font des bénéfices et qu'elles licencient en parallèle). Aucune annonce sociale ou sociétale... Pour compenser les cadeaux, le gouvernement s'attaque aux plus pauvres (baisse des APL par exemple).

Dans le privé, les ordonnances Macron démantèlent un peu plus un code du travail déjà bien mis à mal par la loi El Khomri. Code du travail que nous mettons sur le même pied d'égalité que le statut des fonctionnaires.

Dans la Fonction Publique, les attaques n'ont donc pas traîné : gel du point d'indice, hausse de la CSG, rétablissement du jour de carence et 120.000 suppressions de postes programmées sur le quinquennat. Pour la FSU, la Fonction Publique n'est pas une charge, c'est une offre XXX dont la valeur pour tous est inestimable.

Le non renouvellement de 200.000 contrats aidés constitue un plan social sans précédent et ce sont les métiers en direction des personnes les plus en difficulté qui sont prioritairement touchés.

Pour la FSU, le métier d'enseignant n'est pas reconnu, voire même connu par ce gouvernement. Comment rendre attractif un métier où le salaire après 5 années d'études ne dépasse pas 1700€ net et où après 15 ans il atteint péniblement les 2000€ ? Comment faire venir un étudiant dans la filière « métiers de l'enseignement » quand les images véhiculées par les différents gouvernements sont celles d'une gestion « au jour le jour », sans projet sur plusieurs années et sans évaluation des mesures mises en place ? Comment faire croire à un épanouissement dans le travail quand l'INSEE sort régulièrement des chiffres effarants sur les quantités d'heures de travail, le taux de suicide et le salaire parmi les plus faibles d'Europe ? Comment faire croire à un étudiant qu'il pourra évoluer dans son métier quand le nombre de journées de formation annuelle est de 2 à 4 jours alors que dans le privé, cela se compte en semaines ?!

Alors oui, la FSU s'alarme du niveau des élèves. Alors oui, la FSU s'inquiète de la formation dans le second degré. Alors oui, la FSU dénonce le manque d'anticipation du gouvernement sur le post-bac. Alors oui, la FSU ne voit qu'un avenir assombri pour les futurs travailleurs.

Mais non, la FSU n'est pas résolue à laisser tomber les projets de société qui font progresser le niveau de connaissance des futurs travailleurs, quels qu'ils soient. Non la FSU ne va pas abandonner la jeunesse dans les apprentissages et les enseignements.

Les mandats de la FSU sont clairs : l'école est pour tous et partout sur le territoire, avec le même niveau d'exigence, et les mesures mises en place par l'actuel gouvernement nous inquiètent. Comment faire en sorte de ne pas surcharger la journée de travail dans les collèges et les écoles pour un enfant quand 65% des établissements scolaires vont installer l'aide aux devoirs entre 12h et 14h ? Comment faire en sorte que le temps de travail personnel d'un enseignant ne soit impacté par sa présence auprès des élèves pour le dispositif « devoirs faits » ? Comment ne pas

s'interroger sur le recrutement de 7.000 services civiques pour cette mesure lorsqu'on sait que les écoles sont dispatchées sur tout le territoire et que les étudiants, visés par la mesure, ne le sont que sur les grandes villes voire les mégaloilles ?

Aujourd'hui, les revendications de la profession sont simples : plus de temps pour chaque élève, plus de temps pour préparer et travailler en équipe, un salaire à hauteur du travail fourni, une reconnaissance du métier. Le gouvernement ne propose rien pour le nombre d'élèves par classe et il diminue le recrutement de fonctionnaire, le temps de préparation et de partage quotidien va être réduit, les salaires ne progresseront toujours pas, les fainéants resteront une image des fonctionnaires.

En Dordogne, la FSU est consciente des problèmes de territoire. Elle vous interpelle dans toutes les instances sur ce sujet. Mais nous ne voyons aucune vraie mesure nationale mises en place pour aider les élèves de Dordogne à réussir.

L'étude des documents fournis pour cette rentrée 2017, que nous aurions aimé avoir sous excel, sont dans la droite ligne des inquiétudes formulées par la FSU dans les différentes instances. Le constat de dénatalité est accentué par un flux migratoire négatif qui fait baisser de façon importante le nombre d'enfants dans nos structures scolaires pour cette rentrée 2017 et pour celle à venir. L'emploi seul pourra maintenir les écoles partout. Mais aujourd'hui, quelles entreprises peuvent investir en Dordogne (à part le luxe ...) ? Quid des transports, de la fiscalité locale, des aides à l'implantation ? Le tourisme ne fera pas vivre notre département sur une année complète ! Aujourd'hui, la FSU dénonce les choix des structures départementales et des 3 grandes villes exclusivement orientées vers le tourisme. Nous devons aussi communiquer et faire vivre l'industrie, l'agro-alimentaire, la technologie et les services avec la même envie et le même niveau d'investissement financier que pour ce tourisme.

Pour le 2nd degré, cette rentrée 2017 peut être qualifiée de « techniquement ratée ». En effet, malgré nos demandes incessantes d'améliorer la situation de rentrée, l'administration n'a pas su mettre un enseignant en face de chaque élève le 4 septembre. La non prise en compte des besoins des départements par le niveau académique a fortement impacté les dotations de notre département qui reste peu attractif. Chez les non titulaires, l'exemple en est le refus de certains contractuels de venir y travailler à la rentrée de septembre. A la veille d'un mouvement national sur les ces personnels, le 8 novembre, nous souhaitons alerter l'inspection académique sur l'augmentation des besoins en contractuels, toutes disciplines confondues. L'exemple de l'affectation de 2 CDI sur des postes vacants en EPS, n'a pas permis de combler les 7 postes en établissement où il manquait un.e enseignant.e d'EPS. En mathématique, la situation du collège de Montaigne et du collège de Terrasson ne pourra pas être tenue ni pour ce retour de vacances ni pour l'an prochain. La technologie est aussi trop fortement en flux tendu sur notre département. Dans certains cas, il aura fallu attendre plusieurs semaines voire un, deux mois pour que les équipes soient complétées, ce qui impacte les enseignements à examens ou la vie des associations sportives dans les établissements. Afin que les rentrées suivantes ne se déroulent plus dans de telles conditions, la FSU souhaite la mise en place d'un Groupe de Travail qui permettrait d'anticiper la préparation de rentrée, et donc de la qualité du service public, et ce dès décembre. Rappelons dans cette instance technique que si, aux conseils d'administration de février ou mars, était présenté le TRMD à la communauté éducative, cela permettrait d'éclaircir les créations/suppressions ainsi que les BMP qui seraient alors étudiés sur le CTSD de préparation de rentrée.

La FSU rappelle ses inquiétudes dans l'enseignement professionnel. Pour l'avenir de l'enseignement sous statut scolaire dans un premier temps où de nombreux collègues n'arrivent pas à gérer les absences/présences des apprentis dans leur classe et dans un second temps les problématiques d'orientation du niveau 3^{ème} vers le niveau 2nd ou le secteur professionnel a perdu près de 8 points en 5 ans en Dordogne.